

## Rwanda : Alain Juppé salue un rapport « qui fait avancer la vérité »

AFP, 27 mars 2021

**Alain Juppé, qui dirigeait la diplomatie française lors du génocide au Rwanda en 1994, a salué samedi le rapport d'historiens sur le rôle de la France, un document « *qui fait avancer la vérité* » et qui, selon lui, exonère Paris de l'accusation de complicité.**

Alain Juppé, qui dirigeait la diplomatie française lors du génocide au Rwanda en 1994, a salué samedi le rapport d'historiens sur le rôle de la France, un document « *qui fait avancer la vérité* » et qui, selon lui, exonère Paris de l'accusation de complicité.

« *Il y a énormément de critiques, parfois fortes, qui peuvent être justifiées, et je n'ai pas du tout l'intention d'argumenter* », a-t-il déclaré à l'AFP. Le rapport pointe « *des erreurs de jugement, des défaillances, des fautes* », et il est une « *base de discussion* ».

Alain Juppé fut ministre des Affaires étrangères du président socialiste François Mitterrand entre 1993 et 1995, au sein du gouvernement de cohabitation dirigé par Edouard Balladur. Il fut le premier, en mai 1994, à employer le terme de génocide pour décrire l'extermination perpétrée contre les Tutsi du Rwanda d'avril à juillet 1994, faisant quelque 800.000 morts assassinés dans des conditions atroces.

La politique de la France au Rwanda entre 1990 et 1994, menée par un président et son entourage « *aveuglés idéologiquement* », a été une « *faillite* » et elle porte des responsabilités « *accablantes* » dans le génocide, selon le rapport cinglant d'historiens, de plus de 1.000 pages, remis vendredi au président français Emmanuel Macron.

« *Je ne l'ai pas lu intégralement, mais j'ai lu très attentivement sa conclusion* », a rapporté M. Juppé,

désormais membre du Conseil constitutionnel. « *C'est un travail très approfondi, méthodique, et qui fait avancer la vérité* ». Et de citer « *deux constats : la France est totalement exonérée de l'accusation qui a été portée contre elle d'avoir été complice de la préparation et de l'exécution du génocide des Tutsi. Et le jugement porté sur l'opération Turquoise, qui a permis de sauver de nombreuses vies* ».

Turquoise fut une opération militaro-humanitaire lancée en juin 1994 par la France sous mandat de l'ONU.

Revenant sur son propre rôle, Alain Juppé estime avoir eu « *une*

*ligne directrice constante (...)* qui a été de favoriser la réconciliation des deux camps. Nous avons marqué un point extrêmement important en août 1993 avec les accords (de paix) d'Arusha ».

Il souligne avoir reçu alors les « *félicitations* » de Paul Kagame, chef de l'ex-rébellion tutsi devenu président du Rwanda, pour ces accords intervenus en août 1993 entre le régime Habyarimana et ses opposants.

Il dit avoir toujours cru à la possibilité d'une réconciliation, et regretter « *l'erreur* » d'avoir continué à le faire au moment où le génocide « *la rendait évidemment impossible* ».